

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT GLOBAL**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I.

**La Métropole Aix-Marseille-Provence
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE**

représenté par

Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération du Bureau de la Métropole en date du

ci-après désigné

« la Métropole »

ET

L'Association

Toulon Var Technologies pour le Pôle Mer Méditerranée

siège

**Technopole de la Mer
93, Forum de la Méditerranée
CS 60033
83196 OLLIOULES CEDEX FRANCE**

représentée par

Son Président, Monsieur Patrick VALVERDE

ci-après désignée

« l'association »

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine de l'innovation et du développement économique.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

- Le Pôle mer méditerranée est une entité de l'association TVT. C'est un pôle de compétitivité créé en 2005 et labellisé pôle à vocation mondiale sans interruption depuis cette date et après 6 évaluations successives. Il a pour objet de développer la compétitivité des entreprises adhérentes à travers le levier de l'innovation collaborative associant laboratoires de recherche et entreprises afin de mettre sur le marché des nouveaux produits et nouveaux services. Un deuxième objectif est d'accompagner les entreprises adhérentes en particulier les PME à lever des fonds, à trouver les compétences adéquates, à mieux se protéger en matière de propriété industrielle
- Le projet comprend plusieurs classes d'actions : les actions relevant de la gouvernance du pôle comme la tenue des comités de pilotage, du bureau, l'assemblée des membres, les réunions d'équipe et le lien particulier avec le Pôle mer Bretagne atlantique, la présence dans les instances nationales à la demande de l'Etat (comité France maritime, comité stratégique filière industrie de la mer, gtn européen..), régionales comme les copil des OIR, les parlements de la mer, la SRI, le plan littoral 21 en région Occitanie. Les actions relevant de l'animation de la feuille de route stratégique du pôle suivant les 6 domaines d'actions stratégiques (DAS) à savoir la défense, sûreté et sécurité maritime, le naval et nautisme, les ressources énergétiques et minérales marines, les ressources biologiques marines, littoral et environnement marin, et ports, infrastructure et logistique. Un groupe de travail est associé à chaque DAS et des animations spécifiques (journées techniques) sont conduites régulièrement toute l'année.
- L'objectif est d'accompagner, expertiser et labelliser plus de 30 projets en 2024 et d'obtenir le cofinancement d'au moins 20 à 25 d'entre eux. Le pôle déploie également un volet international en organisant des missions avec l'aide de Business France dans différents pays dans le monde. Face aux thématiques émergentes et les opportunités de marché pour nos adhérents, les pays cibles pour l'année 2024 sont : l'Inde, le Canada, le Koweït, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, Hambourg (Allemagne).
- Le Pôle participe et organise aussi des salons internationaux : FOWT et Euromaritime à Marseille, Euronaval à Paris, les « blue med days » en PACA et des actions spécifiques en lien avec la préparation du « one ocean summit 2025 » en région PACA.
- Le Pôle conduit des projets européens en tant que partenaire/porteur et aide ses adhérents à déposer et obtenir aussi des projets européens

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2024.

ARTICLE 2: DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2024 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau....)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;
- Se doter des assurances visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : BUDGET PREVISIONNEL DE L'ASSOCIATION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'association :

- L'annexe I à la présente convention précise :

-Le budget prévisionnel global de l'association, objet de l'article 1^{er}, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc. ;

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) du fonctionnement, objet de la présente convention, est d'un montant de 3 589 694 €.

4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :

La participation de la Métropole est d'un montant de 45 000 €, et représente 1,25% du budget prévisionnel global de l'association (*hors contributions volontaires*).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA-042-15297/23/CM en date du 7 décembre 2023 les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte maximum de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son utilisation conforme à l'objet de l'article 1.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole du bon déroulement de son fonctionnement défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

5.4 Renouvellement :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR

6.1 Obligations comptables :

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;
- Conformément à l'article L. 612-4 du Code du commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :
 - l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
 - l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;
- Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT.
La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;
- En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

6.2 Justificatifs à fournir par l'association :

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes (la version détaillée) ;**
- **Le rapport d'activité de l'année écoulée ;**
- **Le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

6.3 Autres engagements :

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 31 rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 02. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Pour l'Association

Pour la Métropole

**Le Président
Patrick VALVERDE**

**La Présidente
Martine VASSAL**

ANNEXE I - A LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Toulon Var Technologies pour le Pôle Mer Méditerranée

Budget Prévisionnel global 2024 de la structure « TVT /POLE MER MEDITERRANEE »



DEPENSES		RECETTES	
60 - ACHATS	14 221,00 €	70 - VENTE DE PRODUITS FINIS, DE MARCHANDISES, PRESTATIONS DE SERVICES	997 514,00 €
Achats stockés (matières premières, autres appro)		Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	997 514,00 €
Achats de matériel, équipements et travaux		73 - DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures administratives)	12 021,00 €	Dotations et produits de tarification	
Achats de marchandises		74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	1 850 569,00 €
Autres achats	2 200,00 €	Etat (Précisez le ministère sollicité)	105 000,00 €
61 - SERVICES EXTÉRIEURS	997 803,00 €	Etat (Précisez le ministère sollicité): <i>AGENCES DE L'ETAT OPERATIONS</i>	80 000,00 €
Sous traitance générale	323 776,00 €	Etat (Précisez le ministère sollicité)	
Redevances de crédit-bail		Etat (Précisez le ministère sollicité)	
Locations mobilières et immobilières	162 703,00 €	Région(s): <i>Région Sud Occitanie et Corse</i>	880 551,00 €
Charges locatives et de copropriété		Département(s)	
Entretien et réparation	82 475,00 €	Communes: <i>Villes(SETE ET MARSEILLE)</i> <i>Métropole Nice Côte d'Azur et Toulon Provence Méditerranée</i> <i>Autre financement</i>	404 830,00 €
Primes d'assurance	24 162,00 €	Organismes sociaux	
Divers (études/ recherches, documentation, colloques ...) : <i>Manifestation</i>	404 687,00 €	Fonds européens	380 188,00 €
62- AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	847 408,00 €	L'agence de services et de paiement	
Personnel extérieur	419 541,00 €	Autres établissements publics	
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	39 143,00 €	Aides privées	
Publicité, information et publications	69 978,00 €	EPCI (autres que Métropole Aix Marseille Provence)	
Transports de biens et transports collectifs du personnel		SUBVENTION D'EXPLOITATION : MÉTROPOLE AIX MARSEILLE	45 000,00 €
Déplacement, missions et réceptions	253 896,00 €	Métropole Aix Marseille Provence	45 000,00 €
Frais postaux et de télécommunications	31 089,00 €	75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (DONT COTISATIONS)	420 000,00 €
Autres (travaux exécutés à l'extérieur, etc...) : <i>Frais bancaire-Cotisation</i>	33 761,00 €	Autres produits de gestion courante	
63 - IMPÔTS ET TAXES	16 403,00 €	Dont cotisations	420 000,00 €
Impôts et taxes sur rémunération		76- PRODUITS FINANCIERS	
Autres impôts et taxes	16 403,00 €	Produits financiers	
64 - CHARGES DE PERSONNEL	1 682 784,00 €	77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Rémunération du personnel	1 682 784,00 €	Produits exceptionnels	
Charges sociales		78 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	
Autres charges de personnel		Reprises sur amortissements et provisions	
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		79 - TRANSFERT DE CHARGES	276 611,00 €
Autres charges de gestion courante		Transfert de charges: <i>Mises à Disposition gratuites</i>	276 611,00 €
66 - CHARGES FINANCIÈRES	9 948,00 €	SOUS TOTAL RECETTES	3 589 694,00 €
Charges financières	9 948,00 €	87 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES		Bénévolat	119 135,00 €
Charges exceptionnelles		Prestation en nature	
68 -DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	21 127,00 €	Dons en nature	
Dotation aux amortissements, provisions et engagements	21 127,00 €	TOTAL RECETTES	3 589 694,00 €
69 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES			
Impôts sur les bénéfices			
SOUS TOTAL DEPENSES	3 589 694,00 €		
86- EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRE EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations			
Personnel bénévole	119 135,00 €		
TOTAL DEPENSES	3 589 694,00 €		

Ce document est extrait de la demande du dossier de subvention complété et certifié par le représentant légal